

## Compte-Rendu du Conseil Municipal du 19 juin 2012

Conseillers élus : 23  
Conseillers en fonction : 22  
Conseillers présents : 17

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - Adjoints.

Mmes ANTOINE- DILLER - CUSUMANO - HERZHAUSER - ANDRE - FLORI  
M. PERRET - TISON - BRABLE - OMINETTI - QUINIO Conseillers.

**Absents excusés :**

M. DHIOS	→	procuration à M. NICOLAY
M. VINCENT	→	procuration à M. STRAUB
M. KAUFFER	→	procuration à Mme PALUCCI
M. CORTINA		
Mme PATRICOLA		

**Date d'envoi de la convocation : 15 juin 2012**

***Secrétaire de séance : Mme FLORI***

### Ordre du jour

1. Approbation du Compte rendu du conseil municipal du 29 mai 2012
2. Création d'une micro-crèche : demande de subventions
  - a. Demande de subvention au Conseil Général
  - b. Demande de subvention au Conseil Régional
  - c. Demande de subvention au FEDER
  - d. Demande de subvention au titre de la DGE
3. Dissolution du syndicat Intercommunal de Protection contre les crues de la Moselle : modalités de liquidation.
4. Vente terrain communal sis en section 1 n°231
5. Consultation du public relative à la majoration des droits à construire
6. Festival Musiques sur les Côtes : Signature de la convention
7. Justice : désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune – G2A Développement
8. Achats de terrains via la SAFER : décision à intervenir
  - a. Terrains sis en section 6 n°144 et 98 et section 2 n°57
  - b. Terrain sis en section 4 n°121
  - c. Terrains sis en section 5 n°52, section 2 n°59 et section 6 n°39(J et K) et n°171
  - d. Terrain sis en section 4 n°23
  - e. Terrain sis en section 4 n°9
  - f. Terrain sis en section 5 n°125
9. Départ des bénévoles de la bibliothèque
10. Chemin du Longeau – Réajustement offres de concours de M. BOMBARDIER
11. Droit de Prémption Urbain
12. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 MAI 2012

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 29 mai 2012 est approuvé à l'unanimité.

## 2) OBJET : CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – DEMANDES DE SUBVENTIONS

### Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT explique que le projet ayant totalement été revu avec la décision de construire un bâtiment passif à proximité du groupe scolaire et non plus restaurer un bâtiment communal dans le haut du village, on est dans l'obligation de redéposer des dossiers de demandes de subventions avec le nouveau projet et la nouvelle estimation.

La dernière estimation du projet s'élève à 490 000 € HT et 50 000 € d'honoraires

### 2A) OBJET: CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – DEMANDE DE SUBVENTION AU FEDER

#### Rapporteur : Monsieur NAVROT

La commune a décidé par délibération en date du 6 septembre 2011 de construire un bâtiment « passif » afin d'y installer une micro-crèche dont le coût se décompose comme suit :

Étude du sol et dommage ouvrage	6 700
Maîtrise d'œuvre	35 000
Mission SPS	3 000
Contrôles techniques	5 300
Coût estimé des travaux	<u>490 000</u>

**Coût total du projet** **540 000**

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du FEDER pour la réalisation de ce projet.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité.

### 2 B) OBJET : CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

#### Rapporteur : Monsieur NAVROT

La commune a décidé par délibération en date du 6 septembre 2011 de construire un bâtiment « passif » afin d'y installer une micro-crèche dont le coût se décompose comme suit :

Étude du sol et dommage ouvrage	6 700
Maîtrise d'œuvre	35 000
Mission SPS	3 000
Contrôles techniques	5 300
Coût estimé des travaux	<u>490 000</u>

**Coût total du projet** **540 000**

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du Conseil Général de la Moselle pour la réalisation de ce projet.

- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité

## **2 C) OBJET : CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL REGIONAL**

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

La commune a décidé par délibération en date du 6 septembre 2011 de construire un bâtiment « passif » afin d'y installer une micro-crèche dont le coût se décompose comme suit :

Étude du sol et dommage ouvrage	6 700 €
Maîtrise d'œuvre	35 000 €
Mission SPS	3 000 €
Contrôles techniques	5 300 €
Coût estimé des travaux	<u>490 000 €</u>

**Coût total du projet 540 000 €**

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention du Conseil Régional pour la réalisation de ce projet.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité

## **2 D) OBJET : CREATION D'UNE MICRO-CRECHE – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DGE**

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

La commune a décidé par délibération en date du 6 septembre 2011 de construire un bâtiment « passif » afin d'y installer une micro-crèche dont le coût se décompose comme suit :

Étude du sol et dommage ouvrage	6 700 €
Maîtrise d'œuvre	35 000 €
Mission SPS	3 000 €
Contrôles techniques	5 300 €
Coût estimé des travaux	<u>490 000 €</u>

**Coût total du projet 540 000 €**

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **sollicite** une subvention de l'Etat au titre de la dotation globale d'équipement pour la réalisation de ce projet.
- **décide** la prise en charge, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées.

Adopté à l'unanimité

## **3) OBJET : DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DE LA MOSELLE – MODALITES DE LIQUIDATION**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

M. NICOLAY rappelle que les communes membres du syndicat se sont toutes prononcées pour la dissolution de ce dernier.

Lors de sa séance du 29 mars dernier, le comité syndical a défini les modalités de sa liquidation de la manière suivante : base d'imposition pour 50 % et population pour 50 %.

Ainsi il est proposé de répartir entre les 4 communes la somme de 22 030 € restant sur le mode de calcul des contributions du syndicat.

<b>COMMUNES</b>	<b>Bases imposables 2012</b>	<b>% Potentiel</b>	<b>Population 2012</b>	<b>% Population</b>
Le Ban Saint Martin	9 973 600	23.76	4 405	27.04
Longeville-les-Metz	9 790 300	23.32	3 930	24.12
Moulins –les-Metz	14 796 500	35.24	5 144	31.57
Scy-Chazelles	7 421 700	17.68	2 813	17.27
<b>TOTAL</b>	<b>41 982 100</b>	<b>100.00</b>	<b>16 292</b>	<b>100.00</b>

Somme à répartir : 22 030 €

<b>COMMUNES</b>	<b>% potentiel pour la moitié</b>	<b>% Population</b>	<b>Total à redistribuer</b>
Le Ban Saint Martin	2 616.81	2 978.21	5 595.03
Longeville-les-Metz	2 568.72	2 657.07	5 225.79
Moulins –les-Metz	3 882.21	3 477.85	7 360.06
<b>Scy-Chazelles</b>	<b>1 947.26</b>	<b>1 901.87</b>	<b>3 849.12</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 015.00</b>	<b>11 015.00</b>	<b>22 030.00</b>

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** les modalités de répartition
- **autorise** le Maire à procéder à l'encaissement de la somme de 3 849.12€.

Adopté à l'unanimité.

#### **4) OBJET : VENTE D'UN TERRAIN COMMUNAL SIS EN SECTION 1 n°231**

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire expose au Conseil la demande de Mme BARTHEL, domiciliée rue du Saint Quentin et petite fille de M. et Mme SESTITO, d'acquérir le terrain communal d'une contenance de 3.27 ares que ses grands parents louent et entretiennent depuis 15 ans et qui se situe juste à l'arrière de sa maison.

Il rappelle qu'une demande identique avait déjà été faite en 2006 mais que, à l'époque, le prix demandé par la commune leur est apparu trop élevé. La commune a consulté les services de France Domaine qui a estimé la valeur vénale de ce bien situé en zone Nsc du PLU à 2 450 €.

M. le Maire précise qu'il a consulté Mme BARTHEL et a proposé, après avis favorable du bureau, un prix d'acquisition de 3 000 €/l'are il s'agit d'une valeur de convenance compte tenu de la plus value que cet achat apportera à l'immeuble. Par ailleurs, ce prix est justifié par le fait que la Commune a acheté un terrain voisin de la rue du St Quentin pour y réaliser un parking et le prix d'acquisition de ce terrain était également de 3 000 €/l'are. .

M. BRABLE affirme son hostilité à cette vente qu'il juge prématurée par rapport à notre projet de PAEN. Il aurait été préférable d'attendre que ce projet entre dans sa phase active. Par ailleurs, il considère que le prix de ce terrain est nettement excessif par rapport à l'évaluation de France Domaine.

M. QUINIO considère que le prix d'un terrain se négocie en fonction de l'offre et de la demande et qu'aucun prix n'est imposé.

Le Maire confirme ce point de vue et dit qu'il s'agit d'une coutume absolument universelle. Par ailleurs, M. le Maire signale que cela n'aura aucune influence sur le prix des terrains voisins car les mutations effectuées à un montant atypique sont éliminées des calculs se basant sur la valeur moyenne des transactions.

Enfin, la vente de ces terrains est nécessaire pour des raisons financières. La Commune a déjà réalisé l'acquisition d'un grand nombre de terrains en vue de la réalisation du PAEN. Il est indispensable que des recettes existent pour financer les dépenses. Il s'agit d'une règle élémentaire de bonne gestion.

Mme PALUCCI signale que certains terrains ont été vendus à un viticulteur et qu'ils ont permis le financement d'autres achats.

Jean Luc TISON aurait préféré que la famille BARTHEL reste locataire de cette parcelle.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**donne** un avis favorable à la vente de ce terrain à Mme BARTHEL à raison de 3 000 € l'are.

Adopté par      11 voix pour  
                       2 voix contre (Jean BRABLE – Jean Luc TISON  
                       4 abstentions (Mmes PALUCCI, GAUGIN, et ANTOINE - M. KAUFFER)

## **5) OBJET : CONSULTATION DU PUBLIC RELATIVE A LA MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE**

**Rapporteur : Monsieur BRABLÉ**

M.BRABLÉ précise que cette délibération annule et remplace celle prise au conseil municipal du 29 mai dernier.

Comme il a été précisé lors du précédent conseil, l'AGURAM a fait parvenir à toutes les communes de Metz Métropole, le mémoire à présenter à la population mais aussi un modèle de délibération. Il nous a été précisé qu'il est préférable que l'on prenne modèle sur ce dernier afin d'éviter toutes possibilité de contentieux.

**Vu** la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L 123-1-11-1,

**Vu** la délibération en date du 17 mai 2010 approuvant le PLU.

M. BRABLE expose au Conseil Municipal que la majoration des droits à construire s'appliquera automatiquement sur l'ensemble du territoire à hauteur de 30 % à compter du 21 décembre 2012 si la commune n'engage aucune démarche particulière. Le texte prévoit une consultation du public à l'issue de laquelle le Conseil Municipal pourra délibérer et décider de l'application (totale ou partielle) ou de la non application de cette majoration.

La consultation du public nécessite la réalisation d'une note d'information exposant les conséquences de l'application concrète de cette mesure pour la commune. Un avis sera diffusé 8 jours avant le début de cette consultation.

**Considérant** que la nouvelle loi permet une consultation du public et une décision du conseil municipal quant à l'application de la majoration des droits à construire sur le territoire de chaque commune,

**Considérant** l'incidence susceptible d'être occasionnée par cette majoration pour l'aménagement de la commune,

M. le Maire précise qu'il s'agit d'un doublon par rapport à la délibération du 29 mai 2012 mais qu'il a cru nécessaire de reprendre cette délibération pour adopter une délibération tout à fait conforme à celle des 40

communes de Metz Métropole, rédigée par l'AGURAM. Les décisions ultérieures suivront également les conseils préconisés par l'AGURAM.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**

1. de lancer la consultation du public telle que prévue à l'article L 123-1-11-1 du code de l'urbanisme afin de recueillir les observations du public se rapportant à l'application de cette majoration
2. de confier la réalisation de la note d'information à l'AGURAM (Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Messine)
3. de retenir les modalités de consultation du public et de recueil et de la conservation des observations suivantes :
4. la mise à disposition de la note d'information pendant une durée d'un mois en mairie
5. l'ouverture d'un registre en mairie pour y consigner les observations
6. d'autoriser le Maire à accomplir les mesures nécessaires à la publicité de la consultation du public.

Adopté à l'unanimité. (1 abstention M. TISON)

#### **6) OBJET : FESTIVAL MUSIQUES SUR LES COTES – SIGNATURE DE LA CONVENTION**

**Rapporteur : Madame MAHIEU**

Madame MAHIEU informe l'Assemblée de la 12<sup>ème</sup> édition du Festival « Musiques sur les Côtes » qui aura lieu les 4, 5, 6 et 7 octobre 2012 avec pour thème « Découverte des Anches ».

##### **Programme :**

- o Jeudi 4 octobre à 20 h 30 en l'église Saint Clément de Lorry-les-Metz :
- o Vendredi 5 octobre à 20 h 30 en l'église Saint Remi de Scy-Chazelles :
- o Samedi 6 octobre à 20 h 30 en l'église Sainte Brigide de Plappeville :
- o Dimanche 7 octobre à 17 h en l'église Gorgon de Lessy :

L'entrée est fixée à 8 € comme l'an passé ainsi que le pass valable pour l'ensemble des concerts à 16 €. Gratuité jusqu'à 16 ans.

Comme tous les ans, en cas de déficit, la somme sera répartie en part égale entre les 4 communes et en cas de bénéfice, celui-ci sera reporté l'année suivante.

Mme MAHIEU demande au Conseil de bien vouloir autoriser le Maire à signer la convention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

#### **7) OBJET : JUSTICE – DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA COMMUNE – G2A DEVELOPPEMENT**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle qu'un recours en annulation avait été déposé devant le TA de Strasbourg relatif à l'achat par la commune du terrain de Réseaux Ferrés de France, Voie de la Liberté.

Le jugement vient de parvenir à la commune. L'audience s'est tenue le 29 mai dernier et le rapporteur public a proposé l'annulation de la délibération litigieuse en écartant toutefois le moyen tiré du problème d'affichage de la délibération qui est sans influence sur la légalité de la décision.

Il a rappelé les deux exigences de motivation et de justification au fond de l'exercice du droit de priorité et a considéré que la délibération motivée par la poursuite de l'activité du locataire considérée comme « une activité rentable pour la commune » n'est pas une motivation suffisante. Il a considéré qu'en l'espèce, il ne s'agissait pas du développement, pas même du maintien d'une activité économique pour conclure à un détournement de pouvoirs, par exercice abusif du droit de priorité.

Après contact pris avec Maître DOLLÉ, avocat désigné pour défendre la commune dans cette affaire (DCM du 28 juin 2011), il est possible de faire appel devant la Cour d'Appel de Nancy.

Monsieur le Maire propose de solliciter Maître DOLLÉ pour représenter la commune dans cette affaire.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de confier à Maître DOLLÉ la défense de la commune dans l'affaire G2A.

Adopté à l'unanimité.

## **8) OBJET : ACHATS DE TERRAINS VIA LA SAFER**

### **Rapporteur : Madame PALUCCI**

Mme PALUCCI remercie Mme MARGUIER pour le travail de présentation des plans. Elle rappelle qu'en séance du 8.11.2011 le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer la convention confiant à la SAFER la maîtrise foncière dans le périmètre du site des coteaux ouest du Mont Saint Quentin. Elle précise que cela revenait à charger la SAFER des négociations avec les propriétaires, de recueillir leur accord et de suivre la rétrocession finale des biens au profit de la commune. La SAFER vient de notifier à la commune l'accord de 6 propriétaires, et donc la vente à la commune des terrains suivants (Mme PALUCCI présente un plan afin de les situer), à savoir :

#### **a. Terrains sis en section 6 n°144 et 98 et section 2 n°57**

Il s'agit de 3 parcelles appartenant aux consorts MANGEOT d'une surface totale de 12 a 60 pour un prix de 950 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 207 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maîtres REMY et GODARD

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maîtres REMY et GODARD.

Adopté à l'unanimité.

#### **b. Terrain sis en section 4 n°121**

La parcelle appartient aux consorts SANDNER d'une surface totale de 12 a 76 pour un prix de 1 300 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 228 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître ROTH

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître ROTH

Adopté à l'unanimité

**c. Terrains sis en section 5 n°52, section 2 n°59 et section 6 n°39(J et K) et n°171**

Les parcelles appartenant aux consorts BERVICK d'une surface totale de 51 a 09 pour un prix de 3840 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 380.40 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître ROESEN

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître ROESEN

Adopté à l'unanimité

**d. Terrain sis en section 4 n°23**

Il s'agit de d'une parcelle appartenant aux consorts WEINBERG d'une surface totale de 5 a 83 pour un prix de 440 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 176.40 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître GERARD

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître GERARD

Adopté à l'unanimité

**e. Terrain sis en section 4 n°9**

Il s'agit d'une parcelle appartenant aux consorts SOUMOY d'une surface totale de 17 a 41 pour un prix de 1 310 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 228.60 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître TREIZE

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître TREIZE

Adopté à l'unanimité

**f. Terrain sis en section 5 n°125**

La parcelle appartient aux consorts FAUCILLON d'une surface totale de 6 a 12 pour un prix de 600 € auxquels s'ajoutent des frais accessoires au profit de la SAFER d'un montant de 186 € ainsi que les frais de notaire.

Les vendeurs ont choisi de confier la rédaction de l'acte à l'étude de Maître ROTH

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** d'acquérir les terrains ci-dessus désignés
- **autorise** la Maire à signer l'acte rédigé par l'étude de Maître ROTH



Adopté à l'unanimité

## **9) OBJET : DEPART DES BENEVOLES DE LA BIBLIOTHEQUE**

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire précise que, suite à la dissolution de l'association Lire à Scy (point vu au dernier conseil), Mmes FRAUCIEL, LEON et DILLER ont fait part de leur souhait d'arrêter progressivement leur bénévolat au sein de la bibliothèque municipale.

M. le Maire remercie ces personnes pour la qualité de leur travail fourni depuis de très nombreuses années et leur disponibilité.

Il propose au Conseil d'offrir à chacune un « bon cadeau » d'une valeur de 250 € en témoignage de la reconnaissance de la Commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**donne** son accord au cadeau offert aux bénévoles de la bibliothèque.

Adopté à l'unanimité (1 abstention Mme DILLER)

## **10) OBJET : CHEMIN DU LONGEAU – REAJUSTEMENT OFFRE DE CONCOURS DE M. BOMBARDIER**

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle les faits :

En 2008, la commune décide d'entreprendre la réfection du Chemin du Longeau par l'intermédiaire du SIVO. L'entreprise COLAS a été retenue suite à un appel d'offres pour un montant de 14 479.50 € HT soit 17 317.48 € TTC.

M. BOMBARDIER s'est manifesté ensuite pour demander un rabaissement de 20 cm de la chaussée au niveau de sa propriété afin de permettre un franchissement sans marche.

L'entreprise COLAS a de nouveau été consultée et a transmis un nouveau devis de 35 241.93 € TTC compte tenu des travaux supplémentaires générés par la demande de Monsieur BOMBARDIER soit un surcoût de 17 924.45 € TTC. Le SIVO estimant que l'avenant au marché était supérieur à 100 % du marché initial, a organisé une nouvelle consultation.

Conscient du coût généré par sa demande, M. BOMBARDIER a formulé une offre de concours à hauteur de 8 962.22 € TTC, c'est-à-dire la moitié du supplément, offre acceptée par le Conseil en date du 31 mars 2009.

M. BOMBARDIER a versé un premier acompte de 15 % comme prévu pour les offres de concours.

L'entreprise Jean LEFEBVRE, moins disante, a été retenue après le second appel d'offres de 2009 fait par le SIVO. Le marché est de 33 372.29 €.

En novembre 2009, M. BOMBARDIER refuse de verser les deux autres acomptes du fait que le devis retenu de l'entreprise Jean LEFEBVRE était moins élevé que celui de l'entreprise COLAS sur lequel il s'était basé pour faire son offre. M. BOMBARDIER fait un recours de plein contentieux contre les deux titres émis sur la base du 1<sup>er</sup> devis et demande à ce que son offre de concours soit revue à la baisse en fonction du nouveau devis.

Après de multiples échanges par avocats interposés, il est proposé à M. BOMBARDIER un règlement à l'amiable avec retrait de son recours contre l'acceptation par la commune de sa demande, à savoir la prise en compte du 2<sup>ème</sup> appel.

Dès lors sa participation était fixée à 8 027.743 € (courrier de maître DOLLÉ du 26/11/10). Les mois ont passé sans réponse à plusieurs relances.

M. le Maire a sollicité un rendez vous avec Maîtres DE ZOLT et DOLLÉ qui a eu lieu le 04 octobre 2011.

M. BOMBARDIER a fait valoir que certains travaux prévus n'avaient pas été réalisés. M. le Maire a alors accepté que la participation de M. BOMBARDIER soit calculée sur la facture définitive (33 372.35 € TTC). Dès lors la participation de M. BOMBARDIER a été fixée à 6 678.41 € dans un courrier adressé à Maître DOLLÉ le 20/10/11.

Un courrier de relance a été envoyé à Maître DOLLÉ le 29/11/11.

En l'absence de réponse, M. le Maire a demandé un entretien à M. BOMBARDIER le 11 mai 2012.

Durant cette entrevue, M. BOMBARDIER a contesté certains métrés de la facture des travaux et certains postes qu'il estimait trop coûteux. Monsieur le Maire précise que la facture est inférieure au devis initial car des postes ont été revus ou non réalisés.

M. le Maire propose une transaction amiable pour en finir avec ce dossier. M. BOMBARDIER refuse au cours de la discussion cette solution amiable qui pourtant répond à toutes ses revendications tant au niveau des travaux que sur le plan financier et précise qu'il préfère la voie juridique et propose même de ne verser à la commune que l'acompte de 1 344.33 € en tout et pour tout. Ceci n'est pas recevable.

La Commune annulera les titres 293/2009 et 294/2009.

Conformément à la réglementation, M. BOMBARDIER aurait du régler un acompte de 15 % au début des travaux, 50 % en fin de travaux et les 35 % restant 30 jours après l'achèvement des travaux. Toutefois, la somme due ayant été révisée à la baisse et M. BOMBARDIER ayant déjà réglé la somme de 1344.33 €, la commune émettra un titre d'un montant définitif de 5 334.08 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- o **accepte** de réviser à la baisse le montant de la somme due par M. BOMBARDIER sur la base du marché de Jean LEFEBVRE.
- o **autorise** le Maire à émettre au plus vite un titre du montant restant dû.
- o **autorise** le Maire à ester en justice si la somme n'était pas recouvrée et à confier la défense de nos intérêts à Maître DOLLÉ

Adopté à l'unanimité.

## 11) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour le bien suivant :

Terrain sis en section 1 n°233 d'une contenance de 3 a 75.

M. le Maire précise qu'il n'a pas décidé unilatéralement de ne pas faire application du droit de préemption. Il reconnaît que ce point avait été débattu en Commission d'urbanisme et qu'une majorité était favorable au droit de préemption. Il avait simplement formulé d'importantes réserves et expliqué pourquoi il était préférable de ne pas en faire usage.

La première délibération préparée prévoyait l'usage du droit de préemption et elle a été retirée par M. BRABLE lors de la rédaction définitive du dossier de présentation. M. le Maire désire que ce point soit mis au vote.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour le bien cité ci-dessus.

Adopté par

14 Voix contre l'application du DPU

1 Voix pour l'application du DPU (Mme PALUCCI)

5 Abstentions (M. QUINIO – KAUFFER - Mmes DILLER – ANDRE – GAUGIN)

SCY-CHAZELLES, le 25 juin 2012

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

le Maire  
Jacques STRAUB